

Vivre ensemble

Nous voulons :

- **une démocratie politique et sociale où chacun a sa place.** Chaque citoyen doit pouvoir participer aux prises de décisions : référendums locaux et nationaux, contrôle des élus, non-cumul des mandats. Le système actuel ne fonctionne plus, nous voulons une VI^e République qui réhabilite la souveraineté populaire.

- **une société fidèle aux Droits de l'Homme :** droit de vote des résidents étrangers, droit d'asile, régularisation des sans-papiers. Tous les citoyens doivent bénéficier des mêmes droits sociaux et politiques, sans distinction.

- **une politique internationale pacifiste et solidaire,** de la Palestine à la Tchétchénie, du Darfour à l'Irak. La mondialisation libérale creuse les inégalités et se fait au détriment de l'intérêt général des peuples. La France doit s'engager pour le rétablissement des équilibres Nord-Sud.

- **la mise en œuvre d'une réelle justice sociale.** L'égalité des droits doit être garantie, quels que soient le sexe, l'âge, la culture, la religion, l'origine, l'orientation sexuelle, l'apparence ou le handicap. Nous devons lutter contre toutes les formes de ségrégations.

Solidarités

Priorité à l'emploi : Il faut en finir avec les contrats précaires et les temps partiels imposés : le CDI doit être la règle. Nous voulons un véritable service public de l'emploi. Il faut interdire les licenciements boursiers. Il faut pouvoir vivre et non pas survivre : SMIC à 1500€ , augmentation de 300€ des minima sociaux, notamment le minimum vieillesse.

Pour une refonte fiscale : Il faut taxer les profits, supprimer la TVA sur les produits de première nécessité et assurer une redistribution juste des richesses.

Un logement pour tous : Nous sommes pour la réquisition des logements vacants et le respect de la proportion de logements sociaux dans chaque commune.

Pour des services publics forts : Nous voulons le développement des services publics de proximité : la poste ne peut pas désertier le monde rural. Nous voulons la réappropriation des services publics : l'eau ne peut pas rester aux mains du privé. L'éducation doit être une priorité : plus de moyens humains et matériels pour les établissements scolaires et universitaires. La culture n'est pas secondaire : nous devons lui consacrer au moins 1% du PIB. Nous voulons la solidarité entre les générations : retraites par répartition, sécurité sociale pour tou-te-s, développement des structures d'accueil de la petite enfance.

Ecologie

L'écologie n'est pas un gadget électoral !

Les choix énergétiques sont déterminants.

L'énergie nucléaire semble peu polluante. Mais que faire de tous les déchets radioactifs nécessitant des millions d'années pour se dégrader ? Nous optons pour une consommation énergétique sobre, pour une production basée au maximum sur le renouvelable (éolien, solaire, géothermie) et la sortie du nucléaire.

Le pétrole utilisé par l'automobile participe activement à l'effet de serre. Nous voulons des transports en commun pour tous, fréquents et gratuits. Le vélo permet des déplacements courts et non polluants.

L'eau est un souci majeur pour l'avenir : des problèmes de renouvellement des nappes à ceux de leur pollution...L'agriculture intensive y contribue activement. Ces pollutions engendrent de nombreuses maladies.

Les OGM permettent de déposer des brevets sur le génome, donc de privatiser le vivant... c'est inacceptable. Nous souhaitons une **agriculture paysanne, choisie, humaine et respectueuse** de notre écosystème.

Féminisme

On ne peut pas envisager un projet de société juste et solidaire sans remettre en cause les rapports hommes-femmes actuels. Notre conception du féminisme se refuse à rentrer dans le jeu de deux groupes l'un contre l'autre. Nous revendiquons un féminisme mixte.

Chacun a le droit de disposer de son corps.

Il faut préserver les acquis en terme de **maîtrise de la fécondité** et favoriser la prévention, l'accès et le suivi.

Le corps des femmes n'est pas une marchandise !

Nous refusons l'esclavage sexuel et la légitimation de la prostitution à travers une logique de marché.

La **lutte contre les violences conjugales** doit être une priorité. Il faut agir pour la prévention, la prise en charge des victimes et la mise en place de structures spécialisées nombreuses et dotées de moyens.

Repenser les modèles sociaux s'impose.

Nul ne peut être consigné dans un rôle déterminé que ce soit au travail, en politique ou à la maison. Il faut **combler les inégalités salariales** : à travail égal, salaire égal. La parité n'est pas une réponse suffisante. Nous devons lutter en profondeur à chaque instant **contre**

Riches et pauvres

100 milliards d'€ de bénéfice des grands groupes et 11% de français au-dessous du seuil de pauvreté !

La France n'a jamais été aussi riche (5^{ème} PIB mondial) mais il n'y a jamais eu autant de pauvres :

CHERCHER L'ERREUR !

Le libéralisme voudrait encore aggraver la casse du modèle social avec un discours trompeur. Ils disent :

- *Les Français travaillent moins que les autres.*

Faux : Temps de travail hebdomadaire moyen en France : 36,4 heures comme en Angleterre. C'est moins qu'en Pologne (40h) mais plus qu'en Allemagne, au Danemark (34h) ou aux Pays-bas (30h).

- *On n'est pas assez productif.*

Faux : Le PIB produit par heure travaillée en France est de 14% plus élevé qu'aux Etats-Unis, de 29% de plus qu'en Grande-Bretagne.

- *Les salaires augmentent trop vite par rapport aux autres pays.*

Faux : Depuis 1996, le coût unitaire du travail a augmenté de 14% en France, de 23% aux Etats-Unis et de 34% au Royaume-Uni.

- *L'emploi est trop rigide. Prenez plutôt exemple sur le Danemark.*

Chiche ! En France il y a 13% de salariés en CDD, au Danemark 8%.

- *Le travail est trop cher en France.*

Faux : Le salaire horaire médian est de 14,22€ en France contre 17,57€ en Allemagne et 27,89€ au Danemark.

Le libéralisme veut mettre l'économie au service d'une minorité. Nous la voulons au service de la majorité.

Financer nos propositions

On peut économiser par exemple :

- 2 milliards d'€ par an sur les dépassements d'honoraires médicaux.

- 6 à 8 milliards d'€ sur la construction prévue de 6 nouveaux sous-marins nucléaires (SNA) : on en a déjà 6 !

On peut améliorer l'économie :

- 1 million de chômeurs en moins = 9 milliards d'€ de rentrées fiscales en plus.

- Les baisses d'impôts et allègements de charge ont représenté 22 milliards d'€ de 2002 à 2007, sans efficacité contre le chômage.

- La fraude fiscale = 50 milliards d'€ : plus de contrôle permettrait d'en récupérer une part importante.

On peut redistribuer les moyens :

325 % d'augmentation des dividendes versés aux actionnaires de 1991 à 2005 tandis que le salaire moyen net a augmenté de 6,6%. Si on inverse cette priorité du capital sur les hommes, on trouve des moyens :

- en 2007, les entreprises vont distribuer 32 milliards d'€ de dividendes à leurs actionnaires : ça équivaut à une prime de 1500€ pour chacun des 20 millions de travailleurs du secteur privé en France.

- l'ensemble des dérogations fiscales des dernières années ("bouclier fiscal", diminution de l'effet progressif de l'impôt sur le revenu, etc.) représente 75 milliards d'€ : il faudra mettre fin à ces immunités

- en 1983, les salaires représentaient 73% du PIB. En 2006, leur part n'est plus que de 66%. C'est une différence de 107 milliards d'€.

IL FAUT REDUIRE LES INEGALITES, IL FAUT CHANGER LA DONNE !

La banalisation des idées libérales a imposé le profit et l'argent comme conception dominante au détriment des valeurs humaines et des acquis sociaux. Chômage, inégalités, discriminations, précarité ne sont pas une fatalité ! Il est temps de retrouver nos repères à gauche et de construire enfin, au quotidien, une alternative.

Qui nous sommes

Ennemis de l'extrême-droite, opposés aux idées de Sarkozy et aux partis de droite, nous n'avons aucune illusion sur les propositions de la gauche social-démocrate. Ces élections peuvent être l'occasion d'arrêter la machine à broyer le social et d'agir pour construire une société solidaire. Notre candidature, soutenue par les Alternatifs, est celle de la Gauche Alternative 2007 qui regroupe dans toute la France des militants associatifs, féministes, anti-racistes, écologistes, solidaires et altermondialiste

POUR NOUS SOUTENIR...

Contact : 76@alternatifs.org - 02 35 70 09 57 - <http://www.alternatifs.org/76>

Pour faire un don, vous pouvez adresser un chèque à l'ordre de Jean-Paul Hébert, mandataire financier de Rachel Hébert Lafontaine. Votre don est déductible à hauteur de 66% de son montant de votre impôt sur le revenu, dans la limite de 20% de vos revenus. Jean-Paul Hébert, 18 rue beauséjour, 76130 Mont-Saint-Aignan



Elections Législatives des 10 et 17 juin 2007
2^{ème} Circonscription de Seine-Maritime

Rachel HEBERT LAFONTAINE

Candidate, 26 ans, étudiante.

Stéphane LUCE

Suppléant, 42 ans, précaire.



Candidature soutenue par

**Pour une gauche qui ne cède rien au libéralisme,
Pour une alternative qui ne se limite pas à la protestation,
Pour une force unitaire qui nous rassemble !**

Gauche

Alternative 2007

**Pour une gauche alternative,
résistante et citoyenne !**